



## DÉCLIN ?

# NON, DESTRUCTION PLANIFIÉE

Par Natacha Polony

**A**u mois de novembre 2022, une énième étude indiquait qu'une majorité de Français diagnostiquent un déclin de leur pays. Aussitôt, on vit fleurir sur les radios et télévisions les débats sur le « déclinisme », ce déplorable travers entretenu par les populistes de tout poil. Janvier 2023 : changement d'année, mais pas d'ambiance. La thématique serait plutôt « effondrement généralisé ». Bien entendu, on maintient les précautions d'usage : le déclinisme, c'est mal. Mais, dans le détail, il ne doit plus rester beaucoup de Français pour trouver que nous sommes sur la pente ascendante.

**Résumons : en ce début d'année, on apprend que les tarifs SNCF vont encore augmenter de 5 %.** La Poste, quant à elle, supprime le timbre rouge et propose à ses usagers un système ubuesque par lequel l'inconscient qui voudrait encore envoyer un courrier pour le lendemain enverra un courriel qui sera imprimé par le facteur pour être ensuite distribué au destinataire. Autant dire qu'il ne sera plus possible en France d'envoyer une lettre manuscrite pour qu'elle arrive le lendemain. De toute façon, le facteur ne passera plus que tous les deux ou trois jours, alors pourquoi s'affoler ? Pas grave, n'est-ce pas ? Il y a l'ordinateur. Le narrateur de *la*

*Recherche* tremblant à l'idée de reconnaître l'écriture de Gilberte sur une enveloppe et guettant l'arrivée du courrier de l'après-midi, après celui du matin, quelle évocation baroque ! Tout cela s'ajoute à l'explosion des tarifs de l'électricité qui va étrangler un nombre incalculable de TPE et PME (lire p. 35). Ah, et puis, si vous avez des enfants, évitez qu'ils n'attrapent une otite : il n'y a plus d'amoxicilline... Et n'allez pas encombrer les urgences, vous attendriez une dizaine d'heures au milieu des brancards.

**Services publics, grands monopoles d'État, biens essentiels, tout part en capilotade, rien n'est plus assuré.** Car tel est bien le sujet : la sécurité minimale qu'un État doit garantir à ses citoyens. La protection qui leur permet, quel que soit leur milieu social, quelles que soient leurs difficultés financières, d'agir, d'investir, de créer, parce qu'ils savent que leurs besoins essentiels sont pris en charge et qu'ils auront accès aux biens de première nécessité.

On leur expliquera, bien sûr, que la guerre en Ukraine a tout déréglé et a provoqué cette inflation en cascade, que c'est « *le prix de notre liberté* ». En fait, nous comprenons tous que, face à un monde qui se dérègle, nous payons le démantèlement volontaire, programmé, applaudi, de toutes les protections qui faisaient de la France une grande nation. L'énergie, les trains, la poste,

il fallait tout libéraliser. Il fallait introduire de la concurrence, même absurde, même artificielle. Concurrence pour casser les services publics. Concurrence entre territoires, entre systèmes sociaux, pour faire produire moins cher, donc ailleurs. La puissance française – son industrie, ses grands monopoles, ses services publics – a été sacrifiée pour garantir les intérêts d'une caste que les protections sociales et le pilotage par la puissance publique au nom du bien commun gênaient dans leur entreprise d'accumulation du profit. Ce n'est pas un « déclin », fruit de la fatalité. C'est une destruction planifiée.

**Face au désastre, beaucoup de Français se disent que leurs dirigeants vont réagir, prendre des mesures.** Puisqu'ils se sont trompés sur tout, puisqu'ils ont tout détruit, à défaut de faire amende honorable, ils vont au moins éviter que la situation n'empire. Mais non. Nous resterons dans le tarif européen de l'électricité. Nous avons libéralisé les trains ? Eh bien nous libé-

**SERVICES PUBLICS, BIENS ESSENTIELS... LA SÉCURITÉ MINIMALE QU'UN ÉTAT DOIT GARANTIR À SES CITOYENS N'EST PLUS ASSURÉE.**

liserons la RATP ! Quitte à retourner aux premiers temps du métropolitain, quand deux compagnies se faisaient concurrence au point de refuser les correspondances entre leurs lignes. Pourquoi ? Parce que s'extraire de cette logique « fragiliserait l'idée européenne ».

Les citoyens des pays européens sont victimes d'une « idée ». Ou plutôt, ils sont victimes de ceux qui ont utilisé cette idée pour mieux imposer leur politique de prédation. Les Espagnols, pour

leur part, ont considéré que sauver leurs entreprises en sortant momentanément du marché européen de l'électricité ne valait pas remise en cause de cette idée européenne, mais simplement remise en cause des erreurs des dirigeants européens, ce qui est sensiblement différent. En France, hélas, le Rassemblement national s'est greffé sur la critique, opérée par tant d'autres depuis longtemps, de cette absurdité. Du coup, en sortir, ce serait lui donner raison. CQFD. Tant pis pour les Français.

**À jouer à ce jeu-là, on va droit à la catastrophe.** Il fut un temps où, dans ces colonnes, Jean-François Kahn analysait les sujets qui préoccupaient les Français. « *Inégalités sociales, pouvoir d'achat, immigration, insécurité. La gauche ne s'intéresse qu'aux deux premiers*, disait-il, *et la droite qu'aux deux suivants. Quel parti couvre le champ et y ajoute le recul des services publics et la désertification des territoires ?* » C'était il y a plus de quinze ans (il y manquait le climat). Avons-nous progressé, au-delà de quelques discours et pétitions de principe ? Au-delà des proclamations hypocrites sur la « souveraineté » et l'« indépendance » ? Avons-nous compris que le rôle d'un État – et d'une entité supranationale comme l'Union européenne – est de protéger ceux qui s'en remettent à lui ? Avons-nous compris que la colère et le désespoir finiront par s'exprimer dans les urnes ou dans la rue ? ■